



En septembre, Israël a kidnappé 431 Palestiniens

Addameer - Un rapport mensuel conjoint publié par Addameer, le Club des Prisonniers et le Centre Al Mezan pour les droits de l'Homme a révélé que 431 Palestiniens ont été enlevés par les forces d'occupation au mois de septembre 2017.

Parmi ces 431, 98 sont mineurs, 11 sont des femmes et 3 sont des journalistes.

La répartition est la suivante : 133 du gouvernorat de Naplouse, 40 du gouvernorat de Ramallah, 38 du gouvernorat de Jénine, 28 du gouvernorat de Bethléem, 15 du gouvernorat de Tubas, 10 du gouvernorat de Salfeet, 9 du gouvernorat de Tulkaram, 7 du gouvernorat de Jéricho et 6 de Gaza.

En outre, le rapport indique que le nombre de prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes a atteint 6300 prisonniers, dont 57 prisonnières, 10 filles mineures, environ 300 enfants et 450 détenus administratifs. Au mois de septembre, les autorités d'occupation ont émis 68 ordonnances de détention administrative, dont 24 nouvelles ordonnances.

Malgré le fait que cela représente une diminution par rapport [au mois dernier](#), le taux d'arrestations s'inscrit toujours une tendance à l'emprisonnement massif du peuple palestinien. Le nombre signifie que les forces d'occupation arrêtaient environ 14 personnes par nuit depuis un mois.

Chaque mois, ces chiffres dressent un tableau des lieux où l'occupant croit qu'il y a le plus besoin de dissuasion et de contrôle. En relation avec le [soulèvement populaire](#) du mois de juillet, la région de Jérusalem reste considérée comme la région où de nouveaux points de tension peuvent spontanément se présenter. En plus de Jérusalem, il y a eu une augmentation des tensions à Hébron à la fois par le nombre de manifestations et par les interventions en toute impunité des forces d'occupation en profondeur dans le territoire supposé être contrôlé par les Palestiniens.

En plus de ces chiffres, le rapport traite également de l'utilisation croissante de l'arrestation à domicile à l'encontre des enfants de Jérusalem-Est, et de la campagne d'arrestations massives qui se déroule actuellement à Kifel Hares, dans le sud-ouest du gouvernorat de Naplouse.

Les quatre organisations condamnent fermement les violations flagrantes et systématiques du droit international commises par Israël et son mépris pour les droits des détenus palestiniens. Nous condamnons également le fait que les autorités d'occupation continuent d'ignorer les garanties juridiques prévues par les règles juridiques internationales, en particulier l'[Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus de 1955](#) et d'autres déclarations et conventions internationales garantissant les droits des prisonniers et des détenus.

Les quatre institutions appellent également la communauté internationale à intervenir de toute urgence pour s'acquitter de ses obligations juridiques et morales à l'égard de la population des territoires palestiniens occupés et à prendre des mesures efficaces pour obliger l'État occupant à respecter les droits fondamentaux des Palestiniens. Nous appelons également les groupes et soutiens locaux, régionaux et internationaux à lancer des campagnes de solidarité avec les prisonniers, dans le but de faire pression sur l'État occupant.

8 octobre 2017 - [Addameer](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)